

Déclaration liminaire de la CFDT Education au CSASD du 16 juin 2026

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames, Messieurs les membres du CSASD,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour étudier les ajustements prévus à cette rentrée scolaire 2026. Nous souhaitons rappeler quelques points qui pèsent sur les agents ces derniers temps avant d'aborder les points à l'ordre du jour.

Nous commencerons nos propos par évoquer les nouveaux programmes qui nous sont imposés. En effet, ils illustrent, une fois de plus, une méthode de gouvernance hors sol qui fait fi de la réalité de nos métiers. Rédigés dans la précipitation, sans réelle concertation avec les personnels de terrain et déconnectés des besoins fondamentaux des élèves, ils s'apparentent davantage à une opération de communication politique qu'à un véritable projet émancipateur et éducatif. Pour la CFDT Éducation, cette course effrénée au changement permanent, sans bilan des réformes précédentes ni temps d'appropriation nécessaire, épuise les équipes et déstabilise les écoles comme les établissements. On demande aux enseignants d'appliquer des directives de plus en plus descendantes et rigides, au détriment de leur expertise et de leur liberté pédagogique. Nous refusons cette vision managériale de l'École. Les personnels ont besoin de confiance, de stabilité, de temps et de formations choisies de qualité, et non de réformes à marche forcée qui ne font qu'accroître la perte de sens et la souffrance au travail.

Ensuite, la dégradation des conditions de travail des directeurs et directrices d'école a franchi un nouveau seuil critique. Submergés par une avalanche de tâches administratives toujours plus lourdes, chronophages et déconnectées de la réalité pédagogique, les directrices et directeurs s'épuisent à maintenir les écoles à flot, souvent au détriment de leur propre santé. Pour la CFDT Éducation, le constat est amer : la reconnaissance de leur charge mentale reste lettre morte. Pire encore, la décision de l'administration de migrer les outils de messagerie professionnelle en plein « coup de bourre » de la fin de l'année scolaire témoigne d'un manque total de considération et de visibilité. Imposer une transition technique aussi lourde au moment précis où les directeurs doivent gérer les inscriptions, les répartitions, les bilans et la préparation de la rentrée est une aberration managériale. Nous exigeons un véritable choc de simplification administrative, du temps de décharge pérenne, et surtout, le respect minimal du calendrier et du travail des personnels de terrain. Ajoutons dans certaines situations des parents réfractaires à toute orientation proposée pour le parcours de l'élève, enkystant les situations et impactant l'ensemble de l'équipe éducative. Cela n'est pas sans laisser de traces sur les collègues et des tensions naissent. La partie managériale de l'équipe s'apparente alors à tenir la barre d'un navire en plein chavirement.

Concernant les ajustements de la carte scolaire de rentrée, la CFDT Éducation ne peut que se féliciter des nouvelles implantations accordées. En effet, les ouvertures sont toujours rassurantes même si elles ne restent que celles de dispositifs. Nos interventions successives concernant les « écoles orphelines » semblent enfin avoir été entendues, puisqu'une création d'ETP est actée pour la rentrée 2026 sur l'école du Champbeauvert. A quand le tour de la Loge Blanche et Gaston Rimey ?

Nous nous interrogeons cependant sur le choix d'implanter deux dispositifs de Toute Petite Section (TPS) sur la seule école Malgaigne de Charmes. Des besoins tout aussi criants n'ont-ils pas été identifiés sur d'autres secteurs du département ? Par ailleurs, nous déplorons la suppression d'un demi-poste jusqu'alors dédié à l'aide aux élèves à besoins particuliers, redéployé en un demi-poste d'ERUN. Si la nécessité du développement du numérique est une réalité, elle ne peut se faire au détriment direct de l'humain. La CFDT Éducation rappelle avec force son attachement indéfectible à l'inclusion scolaire et regrette profondément que des moyens d'accompagnement direct des élèves soient, une fois de plus, sacrifiés.

Pour finir, l'organisation des rythmes scolaires relève souvent d'un délicat numéro d'équilibriste entre pédagogie et logistique. En étirant la pause méridienne, on se retrouve contraint de repousser la sortie des classes en fin de journée, comme c'est le cas à Vittel où les élèves ne libèrent les bancs qu'à 17h00. Pourtant, ces longues après-midi sont loin d'être idéales pour l'attention et les apprentissages des enfants, souvent fatigués en fin de parcours. Si cette configuration s'impose, c'est qu'il faut impérativement tenir compte du quotidien des familles, qui doivent concilier les ramassages entre la maternelle et l'élémentaire, obligeant ainsi les écoles à décaler les horaires pour éviter les embouteillages. À ce puzzle familial s'ajoutent deux variables cruciales : la gestion complexe des flux de la cantine et les indispensables aménagements des transports scolaires, qui achèvent d'assujettir le rythme de l'élève aux contraintes de toute une communauté.

Merci pour votre écoute.